

Les ouvriers de chez Chausson n'aiment pas qu'on les freine

Chausson est une grosse entreprise de la région parisienne qui exploite 8.000 ouvriers et mensuels répartis en six usines séparées, dont les deux principales : Asnières et Gennevilliers, regroupent les trois quarts du personnel.

De grandes traditions de lutte sont attachées à cette entreprise et jamais, à aucun moment, l'ensemble des usines n'a été l'exemple de cette « paix sociale » si chère au patron, M. Roos.

Que se passe-t-il dans ces usines depuis la rentrée des congés ? Presque rien, la première semaine, sauf une résolution et un débrayage d'une demi-heure à Asnières, contre la répression en Afrique du Nord.

Ailleurs, rien. Les militants communistes, sans directive et sans mot d'ordre ne savaient que faire et complaient avec espoir sur les mouvements spontanés.

Les ouvriers eux s'entretenaient fiévreusement des événements de Nantes et demandaient à leurs dirigeants :

— Qu'est-ce qu'on fait ?

Ceci ne devait pas être particulier à Chausson, puisqu'à l'assemblée des Métallurgistes de la Région Parisienne, à Baillet, tous les militants se sont faits sermonner sur leur inactivité, leur incapacité à entraîner les métallurgistes parisiens dans la lutte.

Il faut dire que l'on n'a pas donné aux militants de mots d'ordre de luttes d'ensemble qu'attendent les ouvriers, mais seulement :

— Faire constituer les cahiers de revendications, par les travailleurs ;

— Faire constituer les comités d'unité d'action, par les travailleurs ;

— Faire prendre les décisions quant aux moyens de faire aboutir les revendications, par les travailleurs (comme à Saint-Nazaire, dit-on).

— Tenir compte de l'inégalité des niveaux de compréhension et de combativité.

— Se battre chacun chez soi, contre son patron.

— Ne pas attendre un mot d'ordre de lutte d'ensemble pour la métallurgie parisienne (Pas d'aventure !).

Un seul mot d'ordre positif et mobilisateur :

— **L'augmentation générale des salaires.**

C'est ce qu'attendaient évidemment les travailleurs de chez Chausson comme ceux de partout ailleurs.

Quand à la tactique, il est apparu très vite que les ouvriers ne la comprenaient pas.

Dès la deuxième semaine de septembre les consultations commencent dans toutes les usines, sur l'augmentation des salaires, menées par la C.G.T.

Aucune limite n'étant fixée, l'unanimité se fait rapidement autour de 40 francs de l'heure pour tous.

Le sondage n'est pas terminé, que déjà des équipes débrayent, des ateliers entiers.

La grève des transport n'est pas étrangère à cette volonté de se battre, non plus que les débrayages dans l'électricité.

Les ouvriers l'expliquent : « C'est le moment d'y aller tous ensemble ».

On a beau leur expliquer qu'il faut faire des débrayages tournants. Ils ne pensent pas qu'on puisse arracher 40 fr. de l'heure de cette manière.

— La troisième semaine de septembre voit ainsi plusieurs ateliers en grève réclamant l'extension au reste de l'usine.

Devant cette situation et sur la proposition d'un groupe d'ouvriers, la section C.G.T. appelle à un débrayage de 2 heures de toutes les usines du groupe ainsi qu'à un meeting réunissant tous les travailleurs devant le siège de la direction.

Cette manifestation fut suivie au delà des prévisions.

Près de 4.000 travailleurs défilèrent de Gennevilliers à Asnières, arrêtant la circulation, pancartes en tête, scandant « nos 40 francs », « Chausson peut payer ».

Le meeting fut enthousiaste mais calme et sans qu'il y eut le moindre incident. Les dirigeants du P.C. n'arrêtèrent pas d'exhorter les travailleurs au calme, ce qui eut le don de les irriter quelque peu.

Le patron acceptait de recevoir les délégués le lendemain.

Quoique les travailleurs étaient partis pour ne reprendre le travail que lorsqu'ils auraient satisfaction, on leur expliqua qu'il fallait retourner à leurs machines.

Ce que ne comprirent pas certains, qui n'avaient pas repris le lendemain.

Ils attendaient la réponse du patron qui se fit attendre.

— Pas question d'augmenter les salaires. Proposition d'un accord. Les trois semaines de congés payés et les jours fériés en échange de contre-partie dont les syndicats devaient prendre l'engagement (?).

Certains ateliers débrayent aussitôt, les autres n'attendent qu'un ordre, qui ne vient pas.

La lutte à Bordeaux

Malgré de très nombreuses grèves dans les usines de Bordeaux et de sa banlieue, il n'est pas encore possible d'affirmer qu'une relance d'un mouvement général des travailleurs se prépare. L'atmosphère du mois de juillet et du début d'août ne se sent pas. Le poids de l'échec de la grève des tramways, celui de l'impasse du mouvement de Nantes, l'attitude, tant sur le plan régional que sur le plan national des syndicats et des partis, laissent les travailleurs dans l'hésitation. Sans direction et sans perspective, ils mènent ainsi des actions isolées ou restent dans l'expectative.

Un autre facteur appuie également de tout son poids sur le mouvement ouvrier de la région : le tassement, la stagnation de l'activité économique. Mais le mouvement du mois de juillet, les actions présentes démontrent que ce facteur n'est pas déterminant pour stopper l'action des travailleurs. Il pourrait être même la base d'une agitation qui servirait, menée correctement, à mettre une fin à la décadence économique de la ville de Bordeaux et de sa région. Mais nous aurons l'occasion de revenir sur ce fait.

Pour la semaine passée, une seule action présente de l'importance

(celle des cheminots a été trop fugitive) : la grève de l'entreprise de fabrication de carton CEMPA à Bègles, banlieue immédiate, et qui comprend plusieurs centaines d'ouvriers et ouvrières. Cette entreprise, agencée d'une façon moderne, a investi un milliard dans l'équipement de l'usine.

Déclenchée mardi dernier, la grève, totale depuis sept jours, se poursuit. Les travailleurs demandent 30 francs d'augmentation horaire. Et la volonté des ouvriers a fait que la menace du lock-out n'a pas été appliquée par la direction.

Ainsi, avec les nombreuses autres actions menées dans des entreprises moins importantes, les travailleurs girondins, malgré l'handicap de la structure industrielle et de manque d'activité économique de la région, ne restent pas en queue du mouvement revendicatif actuel qui embrasse tout le pays. Mais surtout, le mouvement des ouvriers de notre région, comme celui des autres régions, se trouve limité par l'absence de coordination et d'une perspective politique nationale. C'est le mur sur lequel vient se buter, mais pas vainement, l'offensive présente.

R. NUMA.

26 Septembre 1955.

Le lundi suivant, les délégués des ateliers encore en grève ont du mal à convaincre les ouvriers de reprendre le travail, il y a des échanges de mots. Mais ces militants ne sont évidemment pas responsables.

Le mot d'ordre est de recommencer les débrayages limités et tournants.

Mais ça ne marche plus. Des travailleurs lancent la proposition d'une grève de 24 h.

La section C.G.T. propose d'aller demander d'abord une nouvelle entrevue avec la direction. Celle-ci accepte une nouvelle réunion dans la semaine. Un nouveau débrayage est alors décidé pour le jour de la réunion, mais limité à 2 heures comme le précédent.

Pour que les gars marchent une seconde fois il faut leur promettre que si les propositions patronales sont insuffisantes on ne reprendra pas le travail.

(Argument dont seuls les militants des ateliers prennent l'initiative.)

Le meeting a lieu comme le précédent, le patron n'accorde que de vagues modifications à ses premières propositions.

Au plus fort de la combativité des ouvriers de chez Chausson, on leur propose... de retourner dans leurs équipes, de formuler leurs cahiers de revendication, d'élire des comités d'unité d'action, d'appuyer par tous les moyens, etc., etc.

C'est-à-dire d'empêcher que le mouvement n'aille trop loin, et pour cela autant que possible, le faire redescendre. Voilà comment on gâche la combativité des ouvriers.

Ceux-ci veulent se battre tous ensemble et durablement, d'abord à l'échelle de l'usine, mais la logique veut, qu'une fois l'élargissement à toutes les usines d'un même groupe, se pose celui de l'élargissement à toute la région, à tout le pays.

Quand les ouvriers de chez Chausson ont demandé 40 fr. de l'heure, ils posaient en fait le principe d'un tel schéma, et les directions ouvrières de la C.G.T. et du P.C. en acceptant de défendre les revendications des travailleurs font apparaître une disproportion flagrante entre le niveau de celles-ci et les formes de luttes qui leur sont proposées pour les faire aboutir.

C'est un jeu maladroit que sont en train de payer en ce moment les militants communistes de chez Chausson. Puisse, cette expérience, les éclairer sur le manque de politique total de leur direction qui, à défaut de perspectives à proposer aux travailleurs, préfère voir les mouvements de ceux-ci stagner à un certain niveau.

Ce qu'ils appliquent, eux, d'une façon caricaturale, à l'échelle des usines Chausson.

Correspondant.